



Services publics : un manque de moyens et de reconnaissance

Nos services publics tiennent à bout de bras notre pays, malgré un manque de moyen criant et un manque de reconnaissance indigne de notre pays. D'austérité budgétaire en suppressions de postes, l'État asphyxie nos hôpitaux, nos écoles et nos services de secours. Le budget ne doit pas être une simple ligne dans un fichier Excel, et nos services publics une variable d'ajustement : c'est notre unique capacité collective à protéger la population. **Pour la CGT, l'urgence sociale et environnementale impose d'autres choix budgétaires et fiscaux.**

Le 29 septembre, les agent-es de la Fonction Publique étaient en grève et en manifestation à l'appel de tous les syndicats, pour leurs salaires, leurs conditions de travail et les moyens des services publics : pompiers, soignant-es, enseignant-es et celles et ceux qui assurent des missions de services publics. Cette mobilisation ne concerne pas que les fonctionnaires, elle concerne tous les citoyens, tous les travailleurs qui ont besoin de ces services. La CGT Thales a appelé à soutenir cette mobilisation.



Lycéen.nes et Etudiant.es : un manque de moyens et de reconnaissance

Dans de nombreux établissements, des lycéennes et des lycéens étudient dans des locaux dégradés, avec des équipements insuffisants, des classes surchargées ou des personnels manquants, **dans des conditions indignes de notre république.** Ces difficultés touchent les conditions d'apprentissage, la santé, la sécurité et l'égalité d'accès à l'éducation.

Ainsi, la mobilisation, qui a débuté mi-septembre dans les lycées d'Île de France, s'est étendue à tout le pays. Les lycéennes et lycéens bloquent leurs établissements et se rassemblent pour **réclamer de pouvoir étudier dans des conditions décentes** : davantage de moyens,

des classes moins chargées, le remplacement des enseignants absents, des locaux rénovés, la suppression de Parcoursup, les emplois du temps et, selon les établissements, la restauration ou les personnels scolaires, notamment médicaux.



Salarié.es du privé : un manque de moyens et de reconnaissance

Dans de très nombreuses entreprises du privé, y compris de grands groupes comme le nôtre, les travailleurs et les travailleuses vivent un déclassement inédit. Carburant, produits alimentaires, loyers, gaz, électricité... tout augmente sauf les salaires et les pensions. Notre pays est au bord de la récession et les plans de licenciements se multiplient dans l'industrie comme dans le commerce ou les services. Et pourtant, l'argent existe mais le fameux « ruissellement » semble bloqué.

En 2025, selon l'étude annuelle de Vernimmen fondée sur les informations publiées par les groupes, les entreprises du CAC 40 ont versé ou consacré 107,5 milliards d'euros au retour aux actionnaires : 72,8 milliards d'euros de dividendes et 34,8 milliards d'euros de rachats d'actions.

Pour rappel, les aides et crédits d'impôts aux grandes entreprises représentaient 211 milliards d'euros en 2023 selon le rapport du Sénat, sans aucun contrôle ni contrepartie demandée. Finalement le « ruissellement » existe bien, pour les plus riches.



Et chez Thales... un manque de moyen et de reconnaissance



Le 30 septembre, Thales annonçait une avance sur dividendes augmentée de 10% par rapport à l'année dernière. Cette avance avait similairement augmenté l'an dernier. Cependant nos salaires stagnent, augmentant souvent moins que l'inflation. Et quand le 30 avril, au vu de l'inflation forte, de l'explosion des prix des carburant notamment, la CGT Thales a demandé l'ouverture de négociations salariales exceptionnelles, nous avons toutes et tous reçu une réponse pleine de mépris : « Le cycle des NAO n'est pas modifié » ! Et pour rappel, le 12 mai dernier l'Assemblée Générale des actionnaires validait une augmentation de 10% du salaire fixe du PDG de notre Groupe !

Depuis quelques années, Thales verse 40% du résultat, fruit de notre travail, aux actionnaires pour satisfaire les marchés financiers. Et dans le même temps, lors des négociations dans notre Groupe, la direction nous répond : « le socle social coûte cher » !



Mobilisation nationale intersyndicale le 5 novembre 2026

La CGT, la CFDT, FO, l'UNSA et la FSU appellent l'ensemble des salariés du public et du privé à se mobiliser sur toute la France le 5 novembre, pour les salaires, les services publics, l'emploi et l'industrie.

Nos 5 organisations syndicales demandent :

- L'ouverture immédiate, dans toutes les entreprises et dans toutes les branches, de négociations pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale Femmes – Hommes ;
- L'augmentation des pensions des retraités, pour le régime de base comme pour les retraites complémentaires AGIRC ARRCO ;
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières de la fonction publique ;
- L'augmentation du SMIC et de toutes les aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...) ;
- Une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie. Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes, développer les transports collectifs décarbonés ;
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos aînés et faire face au dérèglement climatique ;
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'aides publiques.

La CGT Thales soutien l'ensemble de ces mobilisations, que ce soit celle des jeunes, des lycéen.nes et étudiant.es, celle des salarié.es du service public ou des salarié.es du privé.

Nous appelons les salarié.es de notre Groupe, dès aujourd'hui, à débattre avec tous nos syndicats localement, à rejoindre les mobilisations sécurisées par la CGT partout en France, à faire grève pour nos salaires, nos emplois et notre industrie.

Ensemble, construisons un mouvement d'ampleur pour nos revendications avec en point de mire la journée de manifestations et de grève intersyndicale du 5 novembre 2026.